

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)
COUR SUPÉRIEURE

N°: 500-06-001079-207

OPTION CONSOMMATEURS, raison sociale de l'Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les coopératives*, ayant son siège social au 50, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 440, ville et district judiciaire de Montréal, province de Québec, H2X 3V4

Représentante

c.

GOOGLE LLC, personne morale ayant son siège social au, 1600 Amphitheatre Parkway, Mountain View, Californie 94043, États-Unis

Défenderesse

DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE PRÉCISÉE (25 NOVEMBRE 2024)
(Art. 583 et suivants C.p.c.)

À L'HONORABLE DONALD BISSON, J.C.S. JUGE CHARGÉ D'ENTENDRE TOUTE LA PROCÉDURE RELATIVE AU PRÉSENT DOSSIER, LA REPRÉSENTANTE EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

A. INTRODUCTION

1. Le 28 juin 2022, la Cour supérieure du Québec rend un jugement (le « **Jugement d'autorisation** ») autorisant la Représentante à exercer une action collective contre la Défenderesse, GOOGLE LLC (« **GOOGLE** »), pour le compte du groupe¹ suivant :

Toute personne domiciliée au Québec ayant utilisé depuis le 22 juin 2017 un service offert par GOOGLE qui ne nécessite pas la création d'un compte Google, tels que Google Search ou Google Maps, ou ayant navigué depuis le 22 juin 2017 sur un site Internet utilisant un

¹ À moins d'une mention à l'effet contraire, les expressions « groupe » ou « membre(s) du groupe » incluent toujours, pour les fins de la présente, Mme Anne-Sophie Letellier, la personne désignée par Option consommateurs en vertu de l'article 571 C.p.c.

des outils offerts par GOOGLE tels que Google Analytics, Google Ad Manager ou le bouton d'ouverture de session « Sign in with Google ».

* * *

2. Le Jugement d'autorisation identifie comme suit les principales questions de faits et de droit à être traitées collectivement dans le cadre de l'action collective :
- a) La Défenderesse procède-t-elle à la collecte et/ou à l'utilisation à des fins commerciales de renseignements personnels des membres du groupe par le biais des Services Google et/ou des Outils Google?
 - b) La collecte et/ou l'utilisation à des fins commerciales de renseignements personnels par le biais des Services Google et/ou des Outils Google est-elle effectuée par la Défenderesse sans le consentement suffisant des membres du groupe? Le cas échéant, cela constitue-t-il une faute?
 - c) La Défenderesse a-t-elle, dans le cadre d'activités commerciales, installé ou fait installer un programme d'ordinateur dans l'ordinateur des membres du groupe sans leur consentement?
 - d) Quelle est la valeur des renseignements personnels collectés et/ou utilisés à des fins commerciales par la Défenderesse sans le consentement suffisant des membres du groupe?
 - e) Le cas échéant, les membres du groupe ont-ils subi des dommages découlant de la collecte et/ou de l'utilisation à des fins commerciales par la Défenderesse de leurs renseignements personnels effectuée(s) sans leur consentement?
 - f) Les membres du groupe sont-ils en droit d'exiger de la Défenderesse le remboursement des sommes engagées pour les présentes procédures et pour toute enquête relativement à la présente affaire?
 - g) La Défenderesse doit-elle être condamnée à payer des dommages-intérêts punitifs aux membres du groupe et, le cas échéant, quelle est la valeur des dommages-intérêts punitifs auxquels doit être condamnée la Défenderesse afin d'assurer leur fonction préventive?

* * *

3. GOOGLE est omniprésente sur le Web. Elle déploie une kyrielle de technologies lui permettant de collecter et d'utiliser à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe à l'occasion de la majorité, sinon de l'entièreté, de leurs activités sur le Web. GOOGLE collecte ainsi les renseignements personnels

des membres du groupe qui non seulement utilisent ses services, mais également visitent des sites Web exploités par des tiers qui intègrent des outils développés par GOOGLE qui demeurent invisibles aux membres du groupe.

4. Or, GOOGLE n'obtient pas le consentement suffisant des membres du groupe afin de collecter leurs renseignements personnels et c'est sans droit qu'elle les utilise à des fins commerciales.
5. GOOGLE refuse et/ou néglige d'obtenir le consentement suffisant des membres du groupe :
 - i. en ne recherchant pas un tel consentement dans le cadre de ses Conditions d'utilisation et/ou en n'obtenant pas un tel consentement dans le cadre d'une Politique de confidentialité inutilement longue, complexe et sinieuse – De l'aveu même de GOOGLE, ses Conditions d'utilisation établissent ce que les membres du groupe peuvent attendre d'elle lorsqu'ils utilisent ses services. Or, GOOGLE n'y traite nulle part de collecte de renseignements personnels, et encore moins de leur utilisation à des fins commerciales. Ce n'est que dans sa Politique de confidentialité, un document qui n'engage qu'elle-même, que GOOGLE aborde dans un langage alambiqué sa collecte et son utilisation à des fins commerciales des renseignements personnels des membres du groupe;
 - ii. en ignorant sciemment les demandes expresses des membres du groupe qui lui signifient refuser cette collecte, notamment par l'entremise de la fonction « interdire le suivi » de leur navigateur – Qu'il s'agisse de Safari, Firefox, ou de Chrome, les navigateurs les plus populaires offrent tous une telle fonction qui, une fois activée dans les paramètres du navigateur, envoie une demande au site web consulté de ne pas collecter les données de navigation. Or malgré un geste positif on ne peut plus clair de la part des membres du groupe ayant activé cette fonction, GOOGLE admet l'ignorer et continuer de collecter leurs renseignements personnels; et
 - iii. en représentant faussement aux membres du groupe qu'ils peuvent contrôler les renseignements personnels qu'elle collecte sur eux, notamment en affirmant que le mode de navigation privée permet de parcourir le Web confidentiellement – GOOGLE représente aux membres du groupe qu'ils peuvent contrôler quels renseignements personnels elle collecte et choisir de naviguer confidentiellement sur le Web. À cette fin, GOOGLE leur représente qu'ils n'ont qu'à activer le mode de navigation privée de leur navigateur. Or, contrairement à ce qu'affirme GOOGLE, la navigation privée ne l'empêche pas de collecter les renseignements personnels des membres du groupe.

6. Avec les renseignements personnels qu'elle collecte sans droit, GOOGLE est en mesure de constituer des profils détaillant les caractéristiques et les intérêts des membres du groupe afin de leur présenter de la publicité comportementale en ligne qu'elle vend à ses clients annonceurs. GOOGLE utilise ainsi à des fins commerciales leurs renseignements personnels, dégageant du même coup des revenus substantiels grâce à de l'information obtenue sans qu'elle se soit préalablement ménagé un consentement suffisant.

B. LE MODÈLE D'AFFAIRES DE GOOGLE ET LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DES MEMBRES DU GROUPE

7. GOOGLE est une personne morale incorporée en vertu des lois du Delaware et ayant son siège social au 1600 Amphitheatre Parkway, Mountain View, Californie 94043, États-Unis d'Amérique.
8. GOOGLE est une filiale d'ALPHABET INC., le tout tel qu'il appert du rapport annuel de 2022 d'ALPHABET INC. dont une copie est dénoncée au soutien des présentes comme pièce **P-1**.
9. GOOGLE est l'une des plus grandes entreprises technologiques au monde, exerçant ses activités commerciales à l'échelle de la planète, incluant au Québec et au Canada.
10. Bien que GOOGLE offre principalement des services publicitaires en ligne, elle fait aussi de la recherche, des investissements et du développement de produits dans divers domaines, dont l'intelligence artificielle, ainsi que la gestion et l'analyse de données, le tout tel qu'il appert du rapport annuel de 2022 d'ALPHABET INC., pièce P- 1.
11. En plus de compter parmi ses services le moteur de recherche le plus populaire au monde (Google Search), GOOGLE est le chef de file mondial en publicité numérique.
12. La grande popularité des services et outils offerts par GOOGLE lui donne accès à des renseignements variés sur les membres du groupe.
13. Ainsi, par l'entremise de ses différents services et outils qui s'emploient à collecter leurs renseignements, et grâce à l'emploi, notamment, d'identifiants uniques d'un ordinateur, d'un téléphone intelligent ou d'une adresse IP, GOOGLE est en mesure de constituer un profil numérique détaillé sur les membres du groupe.
14. Les profils numériques des membres du groupe ainsi constitués par GOOGLE contiennent des renseignements tels que les langues parlées, leur lieu de résidence et l'endroit où ils travaillent, ainsi que leurs intérêts, lesquels sont identifiés par GOOGLE à la lumière de leurs activités sur le Web.

15. GOOGLE utilise à des fins commerciales les renseignements personnels collectés et les profils qu'elle génère à propos des membres du groupe en offrant à ses clients annonceurs des services de publicité comportementale en ligne.
16. En effet, avec une connaissance approfondie des habitudes virtuelles des membres du groupe, GOOGLE peut offrir à ses clients annonceurs des services publicitaires ciblant les membres susceptibles d'être intéressés par leurs produits. C'est ainsi qu'après avoir magasiné un vol pour une destination vacances, un membre du groupe est susceptible d'être exposé à de la publicité pour une chambre d'hôtel en bord de mer, alors que celui qui aura entamé une recherche pour identifier sa prochaine voiture risque fort de voir apparaître des offres de concessionnaires automobiles lors de ses prochaines séances de navigation.
17. Bien entendu, plus la quantité de renseignements personnels collectés par GOOGLE est importante, plus les profils numériques qu'elle génère sont précis, et plus les services publicitaires qu'elle offre à ses clients sont efficaces.
18. Ainsi, l'énorme succès financier de GOOGLE repose essentiellement sur son appropriation des renseignements personnels des membres du groupe et leur utilisation à des fins commerciales.
19. D'ailleurs, en 2022, les revenus d'ALPHABET INC., la société mère de GOOGLE, générés par l'affichage publicitaire en ligne s'établissaient à plus de 224 milliards de dollars américains, soit près de 80 % de ses revenus totaux, le tout tel qu'il appert du rapport annuel de 2022 d'ALPHABET INC., pièce P-1.

C. LES FAÇONS DONT GOOGLE COLLECTE LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DES MEMBRES DU GROUPE

20. GOOGLE collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe notamment (i) par le biais des services qu'elle offre aux membres du groupe, et (ii) par le biais des outils publicitaires ou analytiques qu'elle offre aux exploitants de sites Web visités par ces derniers.

i. LA COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS VIA LES SERVICES GOOGLE

21. GOOGLE offre une panoplie de services en ligne, dont plusieurs sont accessibles sans qu'il soit nécessaire pour les membres du groupe de se créer un compte Google (les « **Services Google** »). Les Services Google incluent, entre autres, la recherche sur Internet (Google Search et Images), la cartographie et le guidage routier (Google Maps), les actualités (Google Actualité) et la traduction (Google Traduction).
22. Les Services Google sont utilisés par des milliards de personnes dans le monde, dont des millions au Québec.

23. Les Services Google s'emploient à collecter les renseignements personnels des membres du groupe qui les utilisent. À cet égard, le *Centre de sécurité* de GOOGLE énonce :

« Lorsque vous utilisez nos services, par exemple lorsque vous lancez une recherche sur Google, que vous recherchez un itinéraire sur Google Maps ou que vous regardez une vidéo sur YouTube, nous recueillons des données nécessaires au bon fonctionnement de ces services. Cela peut inclure les données suivantes :

- Les informations et les sujets que vous recherchez
- Les vidéos que vous regardez
- Les annonces que vous visualisez ou sur lesquelles vous cliquez
- Votre position
- Les sites Web que vous consultez
- Les applications, les navigateurs et les appareils que vous utilisez pour accéder aux services Google. »

“When you use our services – for example, do a search on Google, get directions on Maps, or watch a video on YouTube – we collect data to make these services work better for you. This can include:

- Things you search for
- Videos you watch
- Ads you view or click
- Your location
- Websites you visit
- Apps, browsers, and devices you use to access Google services.”

le tout tel qu'il appert d'une copie numérique captée en juin 2020, en versions française et anglaise, du *Centre de sécurité* de GOOGLE, dénoncée *en liasse* au soutien des présentes comme pièce **P-2**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-2 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.

24. Ainsi, grâce à la variété et la popularité des Services Google, GOOGLE connaît les habitudes et préférences des membres du groupe quant à une multitude de sujets. Par exemple, elle est en mesure de savoir si un membre va au cinéma ou chez le médecin, s'il écoute de la musique classique ou rock, ou même quelle est l'institution financière avec laquelle il fait affaire. Ces renseignements personnels sont colligés afin de créer et/ou d'alimenter les profils respectifs des membres du groupe.

ii. **LA COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS VIA LES OUTILS GOOGLE**

25. En plus des Services Google, GOOGLE met à la disposition des exploitants de sites Web des produits permettant entre autres de vendre de la publicité ou collecter de l'information sur leur fréquentation (les « **Outils Google** »). Un grand nombre de sites Web dans le monde utilisent un ou plusieurs Outils Google.
26. À titre d'exemple, Google Analytics est un Outil Google qui permet aux exploitants de sites Web de mieux connaître leurs visiteurs, et ce, à des fins de vérification de la performance des actions marketing, du contenu et des produits qui sont offerts par ces sites Web. Google Analytics permet aux exploitants des sites Web de connaître, notamment, le moment, la durée et la fréquence des visites des membres du groupe, le tout tel qu'il appert de la rubrique « Bienvenue dans Google Analytics », captée le 19 juin 2020, dont une copie est dénoncée au soutien des présentes comme pièce **P-3**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-3 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.
27. À la base, Google Analytics est gratuit et fournit à l'exploitant d'un site Web des rapports sommaires de fréquentation. L'exploitant d'un site Web peut aussi se procurer des rapports plus détaillés moyennant des frais, le tout tel qu'il appert de la rubrique « Appels et facturation dans Google Analytics 360 » dont une copie est dénoncée au soutien des présentes comme pièce **P-4**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-4 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.
28. Des dizaines de millions de sites Web dans le monde font appel à des services d'analyse de performance et la très vaste majorité d'entre eux utilisent Google Analytics.
29. Afin d'utiliser Google Analytics, l'exploitant d'un site Web doit intégrer au code de chacune des pages du site un code informatique personnalisé de GOOGLE. Ce code personnalisé est conçu par GOOGLE afin de permettre à cette dernière de collecter les renseignements personnels des membres du groupe lorsqu'ils consultent le site Web.
30. Google Ad Manager est un autre exemple d'Outil Google qui transmet à GOOGLE les renseignements personnels des membres du groupe qui naviguent sur des sites Web exploités par des tiers.
31. Google Ad Manager est essentiellement une plate-forme de gestion de campagnes publicitaires numériques. Tout comme pour Google Analytics, GOOGLE requiert des exploitants de sites Web qui souhaitent utiliser Google Ad Manager qu'ils intègrent un code personnalisé à même le code de leur site. Le code personnalisé de Google

Ad Manager est conçu de telle sorte que, dès qu'un membre du groupe visite un site Web, il est exposé à des publicités numériques ciblées en fonction du profil virtuel que GOOGLE a constitué sur lui.

32. Certains des Outils Google, dont Google Analytics, permettent également à GOOGLE de « suivre » les interactions des membres du groupe lorsqu'ils passent d'un site Web à un autre.
33. GOOGLE admet qu'elle collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe lorsqu'ils consultent des sites Web exploités par des tiers utilisant l'un ou l'autre des Outils Google :

**« COMMENT GOOGLE UTILISE LES
DONNÉES PROVENANT DE SITES
OU D'APPLICATIONS QUI UTILISENT
SES SERVICES**

**“HOW GOOGLE USES
INFORMATION FROM SITES OR
APPS THAT USE OUR SERVICES**

Nombreux sont les sites Web et les applications qui utilisent des services conçus par Google pour améliorer leur contenu et maintenir leur gratuité. Ces sites et applications partagent des données avec Google lorsqu'ils font l'intégration de ses services.

Par exemple, lorsque vous visitez un site Web qui utilise des services publicitaires comme AdSense, des outils d'analyse tels que Google Analytics ou des vidéos YouTube, votre navigateur Web transmet automatiquement certaines données à Google. Elles peuvent comprendre l'URL de la page que vous visitez et votre adresse IP. Google peut également ajouter des fichiers témoins dans votre navigateur ou lire les témoins qui s'y trouvent déjà. Les applications qui utilisent les services publicitaires de Google partagent également des données avec Google, comme le nom de l'application et un identifiant unique pour la publicité.

Many websites and apps use Google services to improve their content and keep it free. When they integrate our services, these sites and apps share information with Google.

For example, when you visit a website that uses advertising services such as AdSense, including analytics tools such as Google Analytics, or embeds video content from YouTube, your web browser automatically sends certain information to Google. This includes the URL of the page that you're visiting and your IP address. We may also set cookies on your browser or read cookies that are already there. Apps that use Google advertising services also share information with Google, such as the name of the app and a unique identifier for advertising.

Google uses the information shared by sites and apps to deliver our services, maintain and improve them, develop new services, measure the effectiveness of advertising, protect

Google utilise l'information partagée par les sites et les applications pour fournir ses services, les maintenir et les améliorer, créer de nouveaux services, mesurer l'efficacité de la publicité, protéger les internautes contre la fraude et les abus, personnaliser le contenu et les publicités offerts par Google et dans les applications et sites de ses partenaires. Consultez notre Politique de confidentialité pour en apprendre davantage sur la façon dont nous traitons les données pour chacun de ces objectifs et notre page Publicité pour en savoir plus au sujet des annonces Google, des manières dont vos données personnelles sont utilisées dans le cadre de la publicité et du temps que Google conserve ces données. »

against fraud and abuse and personalise content and ads that you see on Google and on our partners' sites and apps. See our Privacy Policy to learn more about how we process data for each of these purposes, and our Advertising page for more about Google ads, how your information is used in the context of advertising and how long Google stores this information.”

[nos soulignements]

[nos soulignements]

le tout tel qu'il appert de la rubrique « Comment Google utilise les données provenant de sites ou d'applications qui utilisent ses services » du site « Politique de confidentialité et conditions d'utilisation » mis en ligne par GOOGLE, en versions française et anglaise, captées le 26 avril 2023, dont une copie est dénoncée au soutien des présentes comme pièce **P-5**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-5 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.

34. En définitive, les Outils Google permettent à GOOGLE de collecter les renseignements personnels des membres du groupe même lorsque ceux-ci naviguent sur des sites Web appartenant à des tiers. Ayant ainsi accès à un portrait plus rigoureux des activités en ligne des membres, elle est en mesure de constituer des profils de qualité supérieure et d'augmenter de façon marquée l'efficacité de ses services de publicité comportementale en ligne.
35. Afin d'effectuer la collecte des renseignements personnels, GOOGLE utilise diverses technologies, dont de petits fichiers texte nommés « témoins », qu'elle installe dans l'ordinateur des membres du groupe et ce, tant dans le contexte des Outils Google que des Services Google. GOOGLE admet notamment à ce sujet :

« L'entièreté (ou une partie) des technologies et des témoins décrits ci-dessous peut être stockée dans votre navigateur, votre application ou votre appareil. »

“Some or all of the cookies or other technologies described below may be stored in your browser, app, or device.”

le tout tel qu'il appert de la rubrique « Types de témoins utilisés par Google » du site « Politique de confidentialité et conditions d'utilisation » mis en ligne par GOOGLE, captée le 26 avril 2023, en versions française et anglaise, dont des copies sont dénoncées au soutien des présentes comme pièce **P-6**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-6 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.

36. En somme, grâce à l'omniprésence des Services et Outils Google sur le Web, GOOGLE connaît de façon précise les habitudes virtuelles des membres du groupe, et ce, qu'ils utilisent ses applications, naviguent sur ses sites, ou sur ceux de tiers.
37. GOOGLE est ainsi en mesure de déterminer, au fur et à mesure du déroulement de leurs activités en ligne, ce que les membres du groupe recherchent, où ils sont, ce qu'ils font et plus encore.
38. GOOGLE utilise ensuite les renseignements personnels ainsi collectés afin de générer, alimenter et raffiner les profils des membres du groupe, ce qui lui permet de vendre à ses clients annonceurs des services de publicité comportementale en ligne.

D. L'ABSENCE DE CONSENTEMENT DES MEMBRES DU GROUPE

39. Que ce soit dans le contexte des Services ou des Outils Google, GOOGLE n'obtient pas un consentement suffisant des membres du groupe pour collecter et utiliser à des fins commerciales leurs renseignements personnels.
40. Pire encore, GOOGLE collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe même lorsqu'ils refusent expressément d'y consentir en paramétrant leurs navigateurs de manière à indiquer à GOOGLE leur refus d'en permettre la collecte.
41. Finalement, GOOGLE collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe en violation flagrante de ses propres représentations selon lesquelles elle n'effectuerait pas une telle collecte, notamment lorsque le mode de navigation privée est activé.

i. GOOGLE COLLECTE ET UTILISE À DES FINS COMMERCIALES LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DES MEMBRES DU GROUPE SANS LEUR CONSENTEMENT

42. GOOGLE n'obtient pas le consentement suffisant des membres du groupe afin de collecter et d'utiliser à des fins commerciales leurs renseignements personnels par le biais des Services Google et/ou des Outils Google.
43. Les *Conditions d'utilisation de Google* (les « **Conditions d'utilisation** ») énoncent «[qu'] il est essentiel de bien comprendre ces conditions, *car vous les acceptez en utilisant nos services.*» [VERSION ANGLAISE : « *Understanding these terms is important because, by using our services, you're agreeing to these terms* »] [nos soulignements], et ce, dans des termes similaires depuis le 30 avril 2014, le tout tel qu'il appert des Conditions d'utilisation mises en ligne par GOOGLE, depuis 2014, en français et en anglais, dénoncées *en liasse* au soutien des présentes comme pièce **P-7**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble toute version historique de la pièce P-7 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017 qui ne ferait pas partie de la pièce P-7, telle que dénoncée au soutien des présentes.
44. De l'aveu même de GOOGLE, depuis minimalement le 31 mars 2020, les Conditions d'utilisation permettent aux membres du groupe de déterminer ce à quoi ils consentent en utilisant les Services Google. À cet égard, les Conditions d'utilisation énoncent :

**« OBJET DES PRÉSENTES
CONDITIONS D'UTILISATION**

Même si vous pouvez être tenté de ne pas lire les présentes conditions d'utilisation, il est important que vous sachiez ce que vous pouvez attendre de nous lorsque vous utilisez les services Google, et inversement.»

[nos soulignements]

**“WHAT’S COVERED IN THESE
TERMS**

We know it's tempting to skip these Terms of Service, but it's important to establish what you can expect from us as you use Google services, and what we expect from you.”

[nos soulignements]

le tout tel qu'il appert notamment des Conditions d'utilisation, version du 5 janvier 2022, pièce P-7.

45. GOOGLE ne dénonce pas expressément les Conditions d'utilisation aux membres du groupe qui utilisent des Services Google, lesquels doivent généralement cliquer sur un hyperlien au bas de la page d'accueil du service pour les consulter. D'ailleurs, GOOGLE ne requiert aucune confirmation de lecture ou d'acceptation des Conditions d'utilisation avant l'utilisation de Services Google.

46. Par ces Conditions d'utilisation, GOOGLE ne cherche pas à obtenir le consentement des membres du groupe afin de lui permettre de collecter et d'utiliser à des fins commerciales leurs renseignements personnels. En fait, les Conditions d'utilisation sont silencieuses quant à la recherche d'un tel consentement.
47. Par ailleurs, il en est de même pour les Outils Google pour lesquels à aucun moment et d'aucune façon GOOGLE ne requiert le consentement des membres du groupe afin de collecter leurs renseignements personnels et les utiliser à des fins commerciales.
48. Pour obtenir de l'information à propos de la collecte de leurs renseignements personnels et de leur utilisation à des fins commerciales que fait GOOGLE, les membres du groupe doivent accéder à une page distincte pour consulter un autre document, soit la *Politique de confidentialité de Google* (la « **Politique de confidentialité** »), mise en ligne par GOOGLE, et dont des versions PDF, du 1^{er} avril 2017 au 15 décembre 2022, en français et en anglais, sont dénoncées *en liasse* au soutien des présentes comme pièce **P-8**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante toute version historique de la pièce P-8 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017 qui ne ferait pas partie de la pièce P-8, telle que dénoncée au soutien des présentes.
49. Toutefois, toujours de l'aveu de GOOGLE, depuis minimalement le 31 mars 2020, et comme son nom l'indique, la Politique de confidentialité n'engage que GOOGLE qui ne requiert d'ailleurs pas des membres du groupe qu'ils y consentent, le tout tel qu'il appert de la rubrique « Ce qui est couvert dans ces conditions d'utilisation » des Conditions d'utilisation (pièce P-7, version du 5 janvier 2022):
- | | |
|---|---|
| <p>« Outre les présentes conditions, nous avons également publié des Règles de confidentialité. <u>Même si ces règles ne font pas partie de ces conditions</u>, nous vous invitons à les lire attentivement afin de mieux comprendre comment modifier, gérer, exporter et supprimer vos données.»</p> | <p>“Besides these terms, we also publish a Privacy Policy. <u>Although it's not part of these terms</u>, we encourage you to read it to better understand how you can update, manage, export, and delete your information.”</p> <p style="text-align: right;">[nos soulignements]</p> |
|---|---|
- [nos soulignements]
50. Notamment aux fins de l'élaboration de sa Politique de confidentialité, GOOGLE a dressé une courte liste de sept principes directeurs visant à garantir la sécurité et la confidentialité des renseignements personnels qui, dit-elle, guident constamment ses employés, ses procédures et ses produits. Le second principe directeur adopté par GOOGLE vise à assurer la clarté et la transparence de ses communications relatives à la sécurité et à la confidentialité :

« 2. Expliquer clairement quelles données nous collectons et pourquoi	“2. Be clear about what data we collect and why.
---	--

Afin d'aider les utilisateurs à utiliser les produits Google en toute connaissance de cause, nous expliquons clairement quelles données sont collectées, comment nous les utilisons et à quelles fins. Cette transparence implique d'offrir un accès facile à ces informations, et de veiller à ce qu'elles soient compréhensibles et utiles. »	To help people make informed decisions about how they use Google products, we make it easy to understand what data we collect, how it's used, and why. Being transparent means making this information readily available, understandable, and actionable.”
---	--

le tout tel qu'il appert de la rubrique « Nos principes de confidentialité et de sécurité » du *Centre de sécurité* de GOOGLE, pièce P-2.

51. Malgré ce principe pourtant clair, la Politique de confidentialité à laquelle s'astreint GOOGLE s'étend sur des dizaines de pages (20 pages en 2017, 32 pages en 2022). Tout au long de ces nombreuses pages, des dizaines d'hyperliens renvoyant à autant de pages Web ajoutent à la complexité de l'information communiquée par GOOGLE, le tout tel qu'il appert des différentes versions de la Politique de confidentialité, pièce P-8.
 52. De plus, GOOGLE modifie fréquemment sa Politique de confidentialité sans en aviser les membres du groupe, rendant du même coup utopique la possibilité pour ces derniers d'obtenir une information facile d'accès, utile et pérenne. Depuis le début de la période visée par la présente action collective, GOOGLE a publié pas moins de quatorze (14) versions de sa Politique de confidentialité, tel qu'il appert des différentes versions de la Politique de confidentialité, pièce P-8.
 53. En bout de piste, en publiant une Politique de confidentialité aussi complexe que sinieuse et changeante, GOOGLE manque à ses engagements souscrits au bénéfice des membres du groupe et ne peut prétendre obtenir d'eux un consentement suffisant à la collecte et à l'utilisation à des fins commerciales de leurs renseignements personnels.
- ii. GOOGLE COLLECTE ET UTILISE À DES FINS COMMERCIALES LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DES MEMBRES DU GROUPE MÊME LORSQUE CEUX-CI LUI SIGNIFIENT EXPRESSÉMENT QU'ILS N'Y CONSENTENT PAS**
54. Il y a plus. GOOGLE collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe même lorsque ceux-ci refusent expressément d'y consentir en demandant à GOOGLE de ne pas collecter leurs données de navigation, ni d'en effectuer le suivi.

55. En effet, afin d'éviter que leurs activités sur le Web soient suivies, les membres du groupe peuvent activer une fonction nommée « Interdire le suivi » (*Do not track*) dans leur navigateur.
56. Cette fonction permet d'envoyer automatiquement aux sites Web et outils qui contactent le navigateur d'un membre du groupe une indication les informant qu'il ne souhaite pas être « suivi ». La fonction « Interdire le suivi » est disponible sur les navigateurs les plus populaires, y compris le navigateur Chrome de GOOGLE.
57. Depuis au moins le 26 janvier 2021, GOOGLE décrit la fonction « Interdire le suivi » aux membres du groupe comme leur permettant de « *demande aux sites Web de ne pas recueillir [leurs] données de navigation, ni d'en effectuer le suivi* » [VERSION ANGLAISE : « *send a request to websites not to collect or track [their] browsing data* »], le tout tel qu'il appert de la page « Activer ou désactiver la fonctionnalité Interdire le suivi » du *Centre d'aide Google Chrome*, en versions française et anglaise, captées le 26 avril 2023, dont des copies sont dénoncées au soutien des présentes comme pièce **P-9**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-9 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.
58. L'activation de la fonction « Interdire le suivi » est une des seules façons pour les membres du groupe de signifier expressément à GOOGLE qu'ils ne consentent pas à la collecte et l'utilisation à des fins commerciales de leurs renseignements personnels.
59. Or, GOOGLE admet que « *la plupart des sites et des services Web (y compris ceux appartenant à Google) ne modifient pas leur comportement lorsqu'ils reçoivent une requête "Interdire le suivi"* » [nos soulignements] [VERSION ANGLAISE : « *Most websites and web services, including Google's, don't change their behavior when they receive a Do Not Track request* »], le tout tel qu'il appert de la page « Activer ou désactiver la fonctionnalité Interdire le suivi », pièce P-9.
60. Ainsi, non seulement GOOGLE n'obtient-elle pas le consentement des membres du groupe, mais elle admet choisir sciemment d'ignorer leur volonté en collectant et en utilisant à des fins commerciales leurs renseignements personnels, alors même qu'ils lui signifient expressément ne pas y consentir.
61. Ce faisant, GOOGLE admet installer, à des fins commerciales, des programmes d'ordinateurs (les témoins ou autres technologies similaires permettant d'effectuer la collecte et le suivi de la navigation) sur l'appareil des membres du groupe qui ont pourtant expressément signifié à GOOGLE ne pas y consentir.

iii. **GOOGLE COLLECTE ET UTILISE À DES FINS COMMERCIALES LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DES MEMBRES DU GROUPE MALGRÉ S'ÊTRE ENGAGÉE À NE PAS EFFECTUER UNE TELLE COLLECTE**

62. En violation de ses propres représentations, GOOGLE collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe notamment lorsqu'ils utilisent le mode de navigation privée, une fonction devant leur permettre de naviguer « en toute confidentialité ».

63. En tout temps pertinent pour les fins de la présente action, les deux premières phrases de la Politique de confidentialité énoncent ce qui suit :

« Lorsque vous utilisez nos services, vous nous confiez vos données personnelles. Nous comprenons que c'est une grande responsabilité et nous faisons tout notre possible pour protéger vos renseignements et <u>pour vous permettre de les gérer.</u> »	“When you use our services, you’re trusting us with your information. We understand this is a big responsibility and work hard to protect your information and <u>put you in control.</u> ”
--	---

[nos soulignements]

[nos soulignements]

le tout tel qu'il appert des versions de la Politique confidentialité en vigueur à compter du 25 mai 2018, pièce P-8.

64. Au nombre des méthodes offertes aux membres du groupe par GOOGLE pour leur permettre de garder le contrôle de leurs renseignements personnels, Google représente que l'activation du mode de navigation privée leur permettra de naviguer confidentiellement sur le Web :

« Vous pouvez utiliser nos services de différentes façons pour gérer votre confidentialité. Par exemple, vous pouvez ouvrir un compte Google si vous voulez créer et gérer des contenus, comme des courriels et des photos, ou consulter des résultats de recherche plus pertinents. Vous pouvez en outre utiliser de nombreux services Google lorsque vous n'êtes pas connecté ou sans devoir créer un compte, comme effectuer une recherche sur Google ou regarder des vidéos sur YouTube. <u>Vous pouvez également choisir de naviguer confidentiellement sur le Web en mode</u>	“You can use our services in a variety of ways to manage your privacy. For example, you can sign up for a Google Account if you want to create and manage content like emails and photos, or see more relevant search results. And you can use many Google services when you’re signed out or without creating an account at all, like searching on Google or watching YouTube videos. <u>You can also choose to browse the web in a private mode, like Chrome Incognito mode. And across our services, you can adjust your privacy</u>
---	---

privé, par exemple en utilisant le mode de navigation privée de Chrome. Nos services vous permettent aussi de régler vos paramètres de confidentialité afin de contrôler ce que nous collectons et de découvrir comment vos renseignements sont utilisés. »

settings to control what we collect and how your information is used.”

[nos soulignements]

[nos soulignements]

le tout tel qu'il appert notamment de la Politique de confidentialité du 22 décembre 2022, pièce P-8.

65. GOOGLE représente aux membres du groupe que l'utilisation d'un navigateur en mode de navigation privée leur permet de « *gérer les données transmises par votre appareil lorsque vous interagissez avec des sites et des applications qui utilisent des services Google* » [VERSION ANGLAISE : « *control the information that is shared by your device when you visit or interact with sites and apps that use Google services* »], le tout tel qu'il appert de la rubrique « Comment Google utilise les données provenant de sites ou d'applications qui utilisent ses services », pièce P-5.

66. Depuis au moins le 18 juin 2020, et jusqu'à ce jour, GOOGLE renforce et confirme sa représentation aux membres du groupe à l'effet que l'utilisation de la navigation en mode privé permet de parcourir le Web en toute confidentialité notamment par le truchement de son site de soutien aux utilisateurs « Aide Recherche Google » :

« Lors de vos recherches, vous contrôlez les informations que vous partagez avec Google. Pour parcourir le Web en toute confidentialité, vous pouvez utiliser la navigation privée, vous déconnecter de votre compte, modifier vos paramètres de résultats personnalisés ou supprimer votre activité passée. »

“You're in control of what information you share with Google when you search. To browse the web privately, you can use private browsing, sign out of your account, change your custom results settings, or delete past activity.”

le tout tel qu'il appert de la rubrique « Effectuer des recherches et parcourir le Web en mode privé » du site de soutien aux utilisateurs « Aide Recherche Google », en versions française et anglaise, captées le 26 avril 2023, dont des copies sont dénoncées au soutien des présentes comme pièce **P-10**, la Défenderesse étant par la présente formellement en demeure de communiquer à la Représentante copie de l'ensemble des versions historiques de la pièce P-10 en vigueur au Québec depuis le 22 juin 2017.

67. En définitive, GOOGLE représente aux membres du groupe que le mode de navigation privée offert par différents navigateurs est un moyen simple et sécuritaire d'assurer la confidentialité de leurs renseignements personnels et d'empêcher GOOGLE de les collecter et de les utiliser à des fins commerciales.
68. Or, la réalité est tout autre. Contrairement à ses propres représentations, GOOGLE collecte et utilise à des fins commerciales les renseignements personnels des membres du groupe qui naviguent en mode de navigation privée lorsqu'ils utilisent les Services Google ou naviguent sur des sites Web ayant recours aux Outils Google.
69. Google Ad Manager est un autre exemple d'Outil Google qui collecte les renseignements personnels des membres du groupe, sans égard à leur choix d'utiliser un mode de navigation privée.

E. LA RESPONSABILITÉ DE GOOGLE

70. En collectant et en utilisant à des fins commerciales des renseignements personnels sur les membres du groupe sans leur consentement lorsqu'ils utilisent les Services Google et/ou lorsqu'ils naviguent sur le Web, GOOGLE porte atteinte de manière illicite et intentionnelle à leur droit fondamental à la vie privée protégé par la *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ c. C-12, et viole, notamment, ses obligations prévues au *Code civil du Québec*, à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, RLRQ c. P-39.1, à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch.5, à la *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c. P-40.1 et à la *Loi sur la concurrence*, LRC 1985, c. C-34 (uniquement pour les allégations relatives à la navigation en mode privé sur le web, le tout en conformité avec, notamment, les paragraphes 144 à 146 du Jugement d'autorisation).
71. De plus, en installant des programmes d'ordinateurs (témoins ou autres technologies similaires) sur les ordinateurs des membres sans leur consentement, GOOGLE manque également aux obligations qui lui sont imposées par la *Loi canadienne anti-pourriel*, L.C., ch. 23.
72. Ainsi, GOOGLE engage sa responsabilité envers l'ensemble des membres du groupe.

F. LES DOMMAGES SUBIS PAR LES MEMBRES DU GROUPE

73. En regard de la responsabilité de GOOGLE décrite ci-avant, les membres du groupe sont en droit de réclamer de cette dernière le paiement d'une somme égale à la valeur des renseignements personnels collectés par GOOGLE lorsqu'ils utilisent les Services Google ou parcourent le Web.

74. Considérant les fausses représentations de GOOGLE et l'atteinte illicite et intentionnelle à la vie privée des membres du groupe ces derniers sont aussi en droit de réclamer de GOOGLE le paiement d'une somme de cinquante millions de dollars à titre de dommages-intérêts punitifs, sauf à parfaire.
75. Enfin, les membres du groupe sont en droit d'exiger de GOOGLE le remboursement des sommes engagées pour les présentes procédures et pour toute enquête relativement à la présente affaire.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

- a) **ACCUEILLIR** l'action collective de la Représentante contre la Défenderesse;
- b) **CONDAMNER** la Défenderesse à payer aux membres du groupe une somme égale à la valeur des renseignements personnels collectés sans consentement par la Défenderesse et, en **ORDONNER** le recouvrement collectif;
- c) **CONDAMNER** la Défenderesse à payer aux membres du groupe une somme de cinquante millions de dollars à titre de dommages-intérêts punitifs, sauf à parfaire et, **ORDONNER** le recouvrement collectif de cette somme;
- d) **CONDAMNER** la Défenderesse à acquitter les coûts encourus pour toute enquête nécessaire afin d'établir sa responsabilité en l'instance, incluant les honoraires des avocats et les déboursés, y compris les frais d'experts et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;
- e) **CONDAMNER** la Défenderesse à payer sur l'ensemble des sommes susdites l'intérêt légal ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec à compter du 4 août 2020, soit la date de signification de la Demande pour autorisation d'exercer une action collective;
- f) **ORDONNER** à la Défenderesse de déposer au greffe de cette Cour la totalité des sommes susdites, ainsi que les intérêts et l'indemnité additionnelle;
- g) **ORDONNER** que la réclamation de chacun des membres du groupe fasse l'objet d'une liquidation individuelle ou, si ce procédé s'avère inefficace ou impraticable, **ORDONNER** à la Défenderesse de payer une somme égale aux montants des ordonnances de recouvrement collectif aux fins d'être utilisée pour introduire des mesures qui bénéficieront aux membres du groupe et dont la nature sera déterminée par le Tribunal, conformément notamment aux provisions de l'article 597 du *Code de procédure civile*;

h) **LE TOUT** avec les frais de justice, y compris les frais d'experts et d'avis.

MONTRÉAL, le 25 novembre 2024



BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.

Me Maxime Nasr

Me Violette Leblanc

Me Jean-Philippe Lincourt

Me Marjorie Boyer

mnasr@belleaulapointe.com

vleblanc@belleaulapointe.com

jplincourt@belleaulapointe.com

mboyer@belleaulapointe.com

300, Place d'Youville, bureau B-10

Montréal (Québec) H2Y 2B6

Téléphone : 514 987-6700

Télécopieur : 514 987-6886

Référence : 2002.097

Avocats de la Représentante

Sandra Canuto

From: Sandra Canuto
Sent: 25 novembre 2024 09:41
To: kchenevert@blg.com; agamache@blg.com; fgrondin@blg.com; pplante@blg.com; notification@blg.com
Cc: Maxime Nasr; Violette Leblanc; Jean-Philippe Lincourt; Marjorie Boyer
Subject: NOTIFICATION | Demande introductive d'instance précisée (25 novembre 2024) | 500-06-001079-207 | Option consommateurs c. Google LLC | Notre dossier: 2002.097
Attachments: 241125-Demande introductive d_instance précisée-vf.pdf
Importance: High

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)
COUR SUPÉRIEURE

N°: 500-06-001079-207

OPTION CONSOMMATEURS, raison sociale de l'Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les coopératives*, ayant son siège social au 50, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 440, ville et district judiciaire de Montréal, province de Québec, H2X 3V4

Représentante

c.

GOOGLE LLC, personne morale ayant son siège social au, 1600 Amphitheatre Parkway, Mountain View, Californie 94043, États-Unis

Défenderesse

**BORDEREAU DE NOTIFICATION PAR COURRIEL
(ART. 134 C.P.C.)**

LIEU, DATE ET HEURE : Montréal, voir la date et l'heure indiquées ci-haut.

EXPÉDITEURS : Me Maxime Nasr
Me Violette Leblanc
Me Jean-Philippe Lincourt
Me Marjorie Boyer
BELLEAU LAPOINTE, S.E.N.C.R.L.
mnasr@belleaulapointe.com

vleblanc@belleaulapointe.com
iplincourt@belleaulapointe.com
mboyer@belleaulapointe.com

DESTINATAIRES : Me Karine Chênevert
Me Antoine Gamache
Me François Grondin
Me Patrick Plante
BORDEN LADNER GERVAIS, S.E.N.C.R.L., S.R.L.
kchenevert@blg.com
agamache@blg.com
fgrondin@blg.com
pplante@blg.com
notification@blg.com

NOMBRE DE PAGES DU DOCUMENT NOTIFIÉ : 20

NATURE DU DOCUMENT : *Demande introductive d'instance précisée (25 novembre 2024) (Art. 583 et suivants C.p.c.).*

EXPÉDITEUR : Sandra Canuto

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PRIVILÈGE

La présente transmission contient des informations confidentielles et privilégiées sujettes au secret professionnel de l'avocat et est destinée uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle elle est adressée. Il est interdit de lire, copier ou divulguer ladite information à moins d'en être le destinataire et d'y être autorisé. Si vous avez reçu cette transmission par erreur, s.v.p. veuillez nous en aviser immédiatement au 514 987-6700 et la détruire sans garder de copies.



Sandra Canuto

Adjointe juridique / Legal Assistant

Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l.

300, Place d'Youville, Bureau B-10, Montréal (Québec) H2Y 2B6

T : 514-987-6700 poste 2222 · F : 514-987-6886



La présente transmission contient des informations confidentielles et privilégiées sujettes au secret professionnel de l'avocat et est destinée uniquement à la personne ou à l'entité à laquelle elle est adressée. Il est interdit de lire, copier ou divulguer ladite information à moins d'en être le destinataire et d'y être autorisé. Si vous avez reçu cette transmission par erreur, s.v.p. veuillez nous en aviser immédiatement au (514) 987-6700 et la détruire sans garder de copies.

This transmission contains confidential and privileged information subject to professional secrecy and is intended only for the individual or entity to whom it is addressed. Do not read, copy or disseminate this information unless you are the intended recipient and authorized to do so. If you have received this transmission in error, please notify us immediately at (514) 987-6700 and destroy it without keeping any copies.

Sandra Canuto

From: Microsoft Outlook
<MicrosoftExchange329e71ec88ae4615bbc36ab6ce41109e@belleaulapointe.com>
To: kchenevert@blg.com; agamache@blg.com; fgrondin@blg.com; pplante@blg.com; notification@blg.com
Sent: 25 novembre 2024 09:41
Subject: Relayed: NOTIFICATION | Demande introductive d'instance précisée (25 novembre 2024) | 500-06-001079-207 | Option consommateurs c. Google LLC | Notre dossier: 2002.097

Delivery to these recipients or groups is complete, but no delivery notification was sent by the destination server:

kchenevert@blg.com (kchenevert@blg.com)

agamache@blg.com (agamache@blg.com)

fgrondin@blg.com (fgrondin@blg.com)

pplante@blg.com (pplante@blg.com)

notification@blg.com (notification@blg.com)

Subject: NOTIFICATION | Demande introductive d'instance précisée (25 novembre 2024) | 500-06-001079-207 | Option consommateurs c. Google LLC | Notre dossier: 2002.097

Confirmation de la transmission des documents



Succès

Vos documents ont bien été transmis.

Numéro de demande : 2024-PROC-00355322

Date et heure de transmission : 2024-11-25 09:55:02

Numéro de dossier judiciaire : 500-06-001079-207

Titre : Demande introductive d'instance précisée (25 novembre 2024) (Art. 583 et suivants C.p.c.)

Aucun courriel de confirmation ne sera transmis. Il est recommandé d'imprimer cette page en vue de conserver ces informations pour vos dossiers.

Si des frais judiciaires sont prescrits pour le dépôt d'un acte de procédure ou d'un document, celui-ci ne sera légalement reçu que lorsque les frais judiciaires auront été acquittés en totalité. Le cas échéant, le greffe vous transmettra un avis de paiement par courriel.

Les documents sont traités durant les jours et les heures d'ouverture des greffes de la Cour supérieure et de la Cour du Québec dans un délai de 24h à 48h ouvrables suivant leur transmission en tenant compte des jours fériés, les demandes urgentes étant priorisées dans un délai de moins de 24h.

Pour le dépôt d'un acte de procédure ou d'un document en matière civile ou jeunesse, votre paiement devra être acquitté au plus tard 2 jours après la notification de l'avis de paiement pour que votre document soit considéré comme reçu à la date de son dépôt au greffe.

[RETOURNER À L'ACCUEIL](#)

[FAIRE UN NOUVEAU DÉPÔT](#)

[Conditions d'utilisation](#)

[Accessibilité](#)

[Nous joindre](#)



(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

OPTION CONSOMMATEURS, raison sociale de l'Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les coopératives*, ayant son siège social au 50, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 440, ville et district judiciaire de Montréal, province de Québec, H2X 3V4

Représentante

c.

GOOGLE LLC, personne morale ayant son siège social au, 1600 Amphitheatre Parkway, Mountain View, Californie 94043, États-Unis

Défenderesse

DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE PRÉCISÉE
(25 NOVEMBRE 2024) (Art. 583 et suivants C.p.c.)

ORIGINAL



Belleau Lapointe

I A V O C A T S I B A R R I S T E R S A N D S O L I C I T O R S I

300, PLACE D'YOUVILLE, BUREAU B-10

MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2B6

TÉLÉPHONE : (514) 987-6700

TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-6886

BB-8049

Dossier : 2002.097

Me Maxime Nasr | mnasr@belleaulapointe.com

Me Violette Leblanc | vleblanc@belleaulapointe.com

Me Jean-Philippe Lincourt | jplincourt@belleaulapointe.com

Me Marjorie Boyer | mboyer@belleaulapointe.com